

Journées nationales de concertation

À BÂTIR ENSEMBLE LA MAURITANIE DE DEMAIN

Comme prévu, les journées nationales de concertation entre le CMJD, le Gouvernement, les forces politiques et les organisations de la société civile sur les rapports provisoires des trois comités interministériels chargés du processus de transition démocratique, de la justice et de la bonne gouvernance, ont été lancées par le président du CMJD, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall, Chef de l'Etat, le mardi 25 octobre au Palais des Congrès.

Ces journées nationales de concertation qui s'étaleront sur trois jours (du 25 au 27 octobre 2005) permettront aux participants d'examiner et d'enrichir les propositions contenues dans les rapports des trois comités interministériels en vue d'aboutir à un consensus entre toutes les parties impliquées.

Parmi les points essentiels formulés par les comités interministériels et qui seront vivement débattus, il faut noter la proposition du Gouvernement d'organiser cinq (5) scrutins de juin 2006 à juillet 2007 (à savoir un référendum constitutionnel pour le verrouillage de la charte fondamentale pour empêcher toute modi-



fication du mandat présidentiel qui reste à fixer, des élections municipales, sénatoriales, législatives et présidentielles), la création d'une commission électorale indépendante chargée des élections (elle

sera composée de personnalités nationales indépendantes, des partis politiques connues pour leur probité et leur compétence), la représentation des femmes au sein des instances élus (elle atteindra

20%) et l'amélioration de la situation salariale des magistrats et fonctionnaires pour lutter contre la corruption et le détournement des deniers publics.

Bâtir ensemble la Mauritanie de demain

Cérémonie d'ouverture

Ouvrant la cérémonie officielle de ces journées nationales de concertation, en présence des membres du Gouvernement, du corps diplomatique, des partis politiques des émissaires d'organisations internationales et des représentants des organismes internationaux accrédités dans notre pays et de plusieurs personnalités nationales indépendantes, le Président du CMJD, le Colonel Ould Mohamed Vall entouré du Premier ministre et du ministre secrétaire général du CMJD a prononcé un bref discours en Hassaniya dans lequel il rappellera que "ces concertations se tiennent en avance par rapport au calendrier initialement annoncé, ce qui prouve encore une fois la détermination des autorités de respecter scrupuleusement les engagements pris devant le peuple mauritanien et la communauté internationale au lendemain du changement du 3 août 2005." Le Chef de l'Etat souhaitera par la même occasion qu'un consensus général soit trouvé sur chaque point discuté, indiquant à cet effet que ces rapports provisoires ont été examinés par le Gouvernement et le CMJD qui les ont jugés conformes aux objectifs de la transition et aux engagements pris. Le président du CMJD dira que, tout en affirmant sa détermination à respecter le délai de la durée de la transition fixée à deux ans, le Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie engage le Gouvernement, les partis politiques et les organisations de la société civile à tout mettre en œuvre pour assurer, dans les meilleurs délais, le processus électoral. Ould Mohamed Vall sera encore plus précis : "Quarante-cinq ans durant (1960-2005), la gestion du pays, notamment politique s'était toujours faite sans le citoyen mauritanien. Pour la première fois de notre histoire, les forces politiques du pays, le Gouvernement et le CMJD se retrouvent autour de la même table pour discuter de l'avenir du pays, des choses nationales pour sortir avec un projet de société et pour mettre le pays sur la bonne voie. C'est le seul enjeu de cette concertation et je conseille que le consensus et l'unanimité soient recherchés et retrouvés pour chaque point débattu pour que vous sortez avec un résultat consensuel afin de garantir la stabilité du pays et sa pérennité." Il clôturera son discours en remerciant "toutes les institutions internationales, les partenaires et amis de la Mauritanie qui nous ont soutenu dans notre choix et nous ont honoré de nous accompagner sans pression ni ingérence dans cette phase de transition et je leur affirme que nous serons à la hauteur de leur confiance et même plus."

Passé ce discours du président du CMJD, les envoyés spéciaux de l'ONU, de l'OCI, du président de la Commission de l'Union Africaine, de l'OIF, de l'ACP et de l'UMA prendront la parole pour affirmer leur soutien au programme du CMJD pour un rapide retour de la légalité constitutionnelle, affirmant chacun en ce qui le concerne, la disponibilité de son institution à apporter son aide à la Mauritanie dans cette phase de transition. "Les regards des africains sont tournés vers la Mauritanie qui est en train de vivre une expérience démocratique originale et intéressante", dit l'envoyé spécial d'Alpha Omar Konaré.

Désignation des modérateurs et des rapporteurs

Après le retrait des officiels, une première plénière de ces journées de concertation sera présidée par le ministre secrétaire général du CMJD, M. Habib Ould Hemett au cours de laquelle il proposera la constitution des groupes et les listes des modérateurs et des rapporteurs des trois comités interministériels pour lesquels le Palais des Congrès (atelier de la Transition Démocratique), le CFED (atelier de la Bonne Gouvernance) et l'Assemblée Nationale (atelier de Justice) ont été retenus. Pour des modalités pratiques de travail, les trois ateliers, qui regrouperont 150 à 160 membres, auront un horaire de travail régulier qui débutera de 10H 00 chaque matin pour se terminer à 17H00 de l'après-midi.

Le premier atelier, celui de la transition, a été divisé en trois sous-ateliers devant traiter des réformes constitutionnelles où les Ministres de l'Alphabétisation et de l'Enseignement Original et celui de l'Etat Civil défendent le Gouvernement, de la CEM (Commission nationale électorale indépendante) où le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération et le Secrétaire Général du Gouvernement ont feront autant et du Processus électoral où le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Culture prendront la défense du gouvernement.

Pas moins de seize modérateurs et dix rapporteurs ont été proposés par le ministre secrétaire général du CMJD, M. Habib Ould Hemett et approuvés par acclamation pour diriger les travaux des trois sous-ateliers de la transition démocratique. Ainsi, pour le sous-atelier réformes constitutionnelles et révision des textes les modérateurs seront présidés par Mohamed Mahmoud Ould Mohamed Salem et leurs rapporteurs par Abdallah Ould Limam Malick, tandis que ceux de la CENI sont dirigés par Baro Abdoulaye et leurs rapporteurs par Sidi Ould Salem, alors que ceux du processus électoral le sont par Sidi Ould Cheikh Abdallah et leurs rapporteurs par Mohamed Leming Ould Kettab. Il faut noter que tous les rapporteurs des trois sous-ateliers sont coiffés par un rapporteur général répondant au nom de Ahmed Salem Ould Boubout.

Le second atelier, celui de la Bonne Gouvernance, devait plancher sur les propositions contenues dans les rapports provisoires du comité interministériel en charge de ce dossier. Ainsi, il sera question de l'administration et le développement local ; la bonne gouvernance économique et environnementale ; les droits humains et la société civile. La mise en place des modérateurs et des rapporteurs de cet atelier sera faite par Mohamed Ould El Abed, le Ministre des Affaires Economiques et du Développement au Centre d'Echange et de Formation à Distance (CEFD).

Le troisième atelier, celui de la Justice sera divisé en trois sous-ateliers pour débattre des propositions faites sur l'Indépendance de la justice ; les Ressources humaines et la Formation ; et l'Infrastructure et la Modernisation.

C'est le Ministre de la Justice qui se chargera de la désignation des modérateurs et rapporteurs de cet atelier, choisis sur la base de leur intégrité morale, de leur expérience et de leur compétence, après que leur proposition ait été approuvée à l'unanimité par les acteurs politiques et les représentants de la société civile.

Ces propositions des modérateurs et des rapporteurs seront parfois sévèrement critiquées par des participants qui ne partagent pas forcément les critères d'indépendance et de probité accordés par le Gouvernement et les autorités aux personnalités désignées dans les listes des modérateurs et contestent l'absence des femmes (pas une seule dans l'atelier de la transition démocratique) ou leur sous-représentativité. Pour joindre à l'utilité le nombre, le ministre secrétaire général du CMJD, M. Habib Ould Hemett devra concéder l'ajout d'une femme par sous-atelier. Mohamed Fall Ould Oumère devra également, corporation oblige, dire et remarquer que la presse a été le parent pauvre de ces rapports des comités interministériels qui l'ont à peine cité dans un ou deux passages alors que c'est un secteur qui mérite d'être assaini et un partenaire de poids dans cette concertation. Vrai dira Ould Hemett qui suggérera que dans chaque atelier, la presse soit représentée par un journaliste, espérant ainsi qu'elle se fasse entendre et que dans un avenir proche ce secteur soit redressé.

Bâtir l'avenir

Dans l'après-midi de ce mardi et tout le long des journées de mercredi et jeudi, les travaux en groupes thématiques se poursuivront avant la rédaction des rapports que des groupes par les rapporteurs qui les restitueront aux groupes le jeudi matin afin qu'ils soient débattus en plénière de 12 H à 14 H 30 en cette dernière journée. La rédaction du Rapport final aura lieu en début d'après-midi du jeudi (entre 15H et 16H), avant la restitution des conclusions de l'atelier qui sera suivie de la clôture officielle des journées de concertation aux alentours de 16H30.

Mais au-delà de ces journées de concertation et de l'enjeu qu'encourt la Mauritanie, l'on ne peut s'empêcher de se demander si les partis politiques et les participants à cette recherche de consensus national, sauront être à la hauteur des attentes. Car, si, au départ, ils ne perçoivent pas l'impérieuse nécessité de s'entendre, d'harmoniser leurs idées et de trouver coûte-que-coûte un compromis national sur tout, sachant que ce qui se joue est avant tout l'intérêt général et que la Mauritanie doit passer avant tout, surtout les intérêts personnels, le jeu est faussé et la transition, même réussie ne sera pas durable. Or, cette concertation doit permettre de bâtir ensemble la Mauritanie de demain : une Mauritanie unie, forte, démocratique et plurielle. Amen.

MOHAMED OULD KHATTAT